

JEAN-LOUIS BORLOO

« NOUS SOMMES UN PEUPLE D'ÉPOPÉE »

L'ex-ministre centriste de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy analyse la crise politique que traverse la France. Et propose ses solutions.

Interview Florian Tardif / Photos Frédéric Lafargue

■ Son nom a circulé après la démission de Sébastien Lecornu pour devenir Premier ministre, sans qu'il ne soit retenu. Jean-Louis Borloo peut se consoler : il est la personnalité politique préférée des Français dans notre dernier baromètre Ifop (lire p. 42 et 43). Interrogé, le fondateur de l'Union des démocrates et indépendants (UDI) se refuse à commenter cette actualité – fausse modestie ? – et plaide pour la création d'une république fédérale à la française.

Paris Match. À ceux qui crient "Bloquons tout !", dans un esprit de défiance vis-à-vis du pouvoir, vous répondez : "Débloquons tout !" Qu'entendez-vous par là ?

Jean-Louis Borloo. Il y a un éléphant dans la pièce que personne ne voit : la désorganisation totale de nos pouvoirs publics. C'est sans doute unique au monde. Chacun se mêle de tout, agit sur tout, et notamment l'État... qui pourtant n'a plus ni les moyens, ni les hommes, ni les finances nécessaires pour le faire.

La dette française a dépassé les 3 400 milliards d'euros...

J'ai beaucoup travaillé avec des entreprises en difficulté dans la première partie de ma vie, et il y a une règle immuable : les pires bilans financiers sont toujours flatteurs par rapport à la réalité de la situation. Aujourd'hui, le budget est au centre des débats publics.

ENTRETIEN

Mais ce n'est pas le vrai problème. Ce à quoi il faut s'atteler, c'est à résoudre les dysfonctionnements fondamentaux du pays. Nous produisons deux fois moins de logements que nécessaire ; l'université, l'école, les prisons, l'agriculture, les hôpitaux et la justice vont mal, sans parler de la violence et de la perte de contrôle migratoire. Quant à la jeunesse de France, elle est à la fois abandonnée et désespérée. Partout les coûts augmentent, mais les résultats s'effondrent. Et pourtant, tout cela est fait par des gens de bonne foi, honnêtes, intelligents et qui travaillent. C'est donc un problème d'organisation.

Comment l'expliquez-vous ?

Tous les États sont soit centralisés, soit fédéraux. La France a inventé une troisième voie folle, un système hybride inefficace. Si bien que tout le monde fait tout, et qu'au final plus personne ne fait rien. Nous avons même inventé le terme de "cofinancement", qui est en réalité le cache-sexe élégant de notre pagaille. Il est temps de proposer aux Français une république fédérale, définissant qui est responsable de quoi, comme chez nos amis espagnols, italiens et allemands.

Winston Churchill disait : "Il ne faut pas laisser une bonne crise se perdre." Vous êtes de cet avis ?

Nous ne sommes pas un peuple de gestion, nous sommes un peuple d'épopée. Nous pourrions améliorer rapidement les choses en



revenant à des structures simples. Je propose que l'État se concentre enfin sur ses responsabilités premières : sécurités intérieure et extérieure, justice, contrôle migratoire, recherche, espace, mers et océans. Et que tout le reste soit géré par les provinces, qui connaissent le terrain, avec des règles et un Parlement spécifiques : logement, services sociaux, hôpitaux locaux, écologie, familles, mères isolées, soutien à la jeunesse, orientation, sport, culture. Cela permettrait d'avoir une vraie clarté, de redonner du sens et de l'efficacité à l'action publique. Le Parlement de Bretagne, de Lorraine, de Provence ou de Savoie ayant pleine compétence pour tous les sujets concrets qui touchent la vie de nos concitoyens.

En 1958, de Gaulle avait légiféré par ordonnances pour sortir de la crise dans laquelle se trouvait le pays. Faudrait-il procéder de la même manière, de nos jours, pour "déjacobiniser" la France ?

Au-delà de ça, il avait surtout anticipé, dans son formidable discours de 1969, la nouvelle architecture nécessaire entre les provinces et l'État. Et il avait raison. Aujourd'hui, la situation est différente, mais la leçon est la même. Une règle d'or : les systèmes incohérents sont des systèmes ruineux. Nous y sommes. Laissons les Bretons s'occuper du logement en Bretagne et les médecins diriger l'hôpital !

N'est-ce pas un peu utopiste ?

Ce qui est utopique, c'est de penser qu'en ne changeant rien, sauf des visages ou des rustines, le résultat sera différent. Nous avons 15 000 prévisionnistes entre Bercy, l'Insee et la Banque de France, et nous nous trompons de 60 milliards d'euros sur une collecte d'impôts de moins de 300 milliards. Et le lendemain, nous passons à autre chose comme si de rien n'était. Il faut arrêter de laisser les

“petits hommes en gris” diriger de fait, car à force de tout contrôler, de tout imaginer entre eux, avec le même regard, ils ont paralysé le système. En remettant les choses à plat, nous pourrions économiser au moins 100 milliards d’euros par an et surtout gagner en vitesse, en agilité et en efficacité.

N'est-ce pas nécessaire d'attendre une élection présidentielle pour entamer une telle réforme ?

Non, car dix-huit mois pour la présidentielle, puis dix-huit mois pour l'installation d'une nouvelle équipe et l'organisation des consultations, cela signifie entre trois et quatre ans avant les effets directs pour nos compatriotes. J'en appelle aux forces vives de la nation : chefs d'entreprise, syndicats, fédérations sportives, maires, associations... Tous ceux qui gèrent la complexité dans leurs organisations doivent apporter leur pierre à la nouvelle architecture humaine de notre pays.

En avez-vous parlé avec le président de la République ?

Non, mais il y a trois ans, après une longue conversation, je lui avais écrit noir sur blanc un texte qui s'appelle “L'alarme”. Je n'ai jamais aimé ceux qui ont la critique facile, je ne vais pas commencer aujourd'hui.

En vous lisant, les Français se diront peut-être : “Oui, je suis d'accord avec Borloo, mais comment compte-t-il s'opposer aux ‘petits hommes en gris’ ?”

La vie, c'est comme une ruche : il faut des abeilles. Les abeilles vont chercher du sucre dans des fleurs différentes : c'est cette diversité qui fait la vie. Sans abeilles, il n'y a plus de vie. Le jour où les contrôleurs, les inspecteurs, les coordinateurs prennent toute la place, la tribu meurt. Si vous n'avez plus qu'un seul type de regard, vous n'avez plus aucune chance de prendre les bonnes décisions. C'est exactement ce qui s'est passé en France : on est devenu un pays de contrôleurs, d'inspecteurs, de coordinateurs chargés d'élaborer des nomenclatures, des procédures, 400 000 décrets et arrêtés ministériels, du reporting, de réunions de comité de pilotage en comités de suivi. Nous avons même une commission de contrôle des sondages ! Tout est contrôlé, tout est à l'arrêt, personne n'y comprend plus rien.

N'avez-vous pas besoin d'être mandaté par le chef de l'État pour constituer cette équipe, dont vous pourriez prendre la tête ?

Ce n'est pas une question de mandat présidentiel. C'est une question de mouvement national, comme l'a été Solidarnosc en Pologne. À un moment, les ouvriers, les intellectuels, les paysans, les croyants, les laïcs... tous n'en pouvaient plus. Ils ne pouvaient plus respirer.

Dans son cabinet d'avocat d'affaires, le 8 octobre à Paris



Eh bien nous non plus, nous ne respirons plus en France. Il faut une perestroïka à la française. Ce pays, quand il est au bord de l'étouffement, trouve toujours la force d'une épopée. Lançons cette épopée ! Alors oui, il fallait sans doute en arriver là. Je ne m'en réjouis pas, mais je dis : ne gâchons pas la crise. C'est dans ces moments-là que la France redevient la France.

Estimez-vous que “réparer le pays”, comme vous dites, permettrait par ailleurs de réparer la société ?

Les Français ne se parlent plus parce que nous ne faisons rien ensemble. Il faut lancer des épopées collectives, par exemple une union sacrée pour la jeunesse. Tous les enfants de France devraient, dès la rentrée prochaine, être intégrés tous les après-midi dans un club sportif, culturel, artistique, numérique... Cela soulagerait les professeurs, cela créerait du lien social et permettrait de transmettre les valeurs collectives. Comme le dit l'adage africain : “Il faut tout un village pour élever un enfant.”

Qu'est-ce qui fait qu'après avoir décidé de vous mettre en retrait de la vie politique vous souhaitez revenir ?

Quand vous voyez un enfant tomber à l'eau, vous sautez, c'est instinctif. C'est pareil ici, c'est instinctif. Je ne cherche pas à obtenir un poste ni un mandat. J'ai une belle vie, une famille formidable, je suis heureux. Mais si je peux aider à rallumer une flamme collective, alors oui, j'aiderai. Et je ne ménagerai pas mes efforts.

C'est-à-dire ?

Je peux être le “tiers de confiance” de tous ceux qui souhaitent participer au redressement du pays ! J'y crois, car les Français adorent ces “épopées”. Au fond, nous ne sommes pas un pays d'ajustement, nous sommes un pays d'élan. Il nous faut retrouver ce souffle. Personne ne peut souhaiter que la France continue sa lente descente aux enfers en regardant ailleurs. Tout le monde veut que ça marche. Alors retrouvons la fierté d'agir ensemble, simplement, lucidement. Ce n'est pas si compliqué. C'est maintenant. ==

« La foudre et les cendres. Macron, les secrets d'une succession interdite », de Louis Hausalter, éd. de l'Observatoire, 224 pages, 22 euros.



MACRON LE CRÉPUSCULE D'UN DIEU

Jupiter a quitté l'Olympe et s'est changé en Pluton, dieu des Enfers, dans lesquels il s'est lui-même précipité. Depuis 2024, l'Élysée est une forteresse assiégée, habitée par un chef de l'État esseulé, encore aux prises avec sa dissolution incomprise, séisme

LIVRE

aux répliques toujours vivaces et dévastatrices. Autour de lui dansent d'ultimes courtisans, dont les ailes ont brûlé d'avoir volé trop près du soleil. Les autres, Gabriel Attal et Édouard Philippe, sont voués aux gémonies. Le président a mangé ses enfants, félons coupables de lorgner l'héritage. À ses yeux, ne succède à Macron que Macron, tel le chaos au chaos. Cette agonie politique, Louis Hausalter, journaliste au « Figaro », la conte avec érudition dans « La foudre et les cendres ». == Lou Fritel